Elections législatives du 23 novembre 1958 — Neuvième circonscription de la Gironde

André GAILLARD

Instituteur honoraire
Président Cantonal du Comité de Libération
de Pujols-sur-Dordogne - Délégué en 1948 et 1949
aux Etats-Généraux de la France Laïque

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Electeurs, Electrices,

Le 2 janvier 1956, le peuple de France s'était prononcé à une énorme majorité pour une politique de gauche, une politique de paix en Algérie et de progrès social. Mais Guy Mollet préféra un gouvernement dit de « Front Républicain » avec le gaulliste CHABAN-DELMAS, plutôt qu'un gouvernement s'appuyant sur les forces de gauche.

La desunion des forces de gauche sous le couvert de l'anticommunisme (depuis mai 1947 ce prétexte a éliminé de la direction des affaires du pays les représentants de près de 6 millions d'électeurs) voulue par les dirigeants socialistes, dont GUYON, a servi la réaction.

Au lieu de négocier la paix comme ils l'avaient promis, le gouvernement Guy Mollet et ceux qui lui ont succédé ont poursuivi la guerre en Algérie en faisant appel au soutien des pires forces réactionnaires (Pinay, Bidault, etc.)

C'est ainsi que socialistes, radicaux, M.R.P., indépendants, anciens R.P.F., poujadistes, se sont associés à cette politique, comme ils le sont aujourd'hui derrière le général de Gaulle, politique contraire aux véritables intérêts de la Nation qui en dégradant le régime parlementaire a créé les conditions favorables au coup de force du 13 mai, à la réussite du complot contre la IVe République, née des sacrifices de la Résistance.

Notre Parti ne porte aucune responsabilité dans la politique du passé, ni dans le déroulement des événements qui ont porté au pouvoir les ennemis héréditaires du régime républicain.

Dès le 6 janvier 1956, tenant compte de la volonté populaire, notre Parti s'adressait aux socialistes, aux radicaux, afin d'élaborer ensemble un programme commun et de former un gouvernement de gauche. Guy Mollet et Mendès-France ont refusé.

Cependant, c'est grâce à l'appui des voix communistes et progressistes qu'a pu être réalisée l'action positive de la dernière Assemblée dans les six premiers mois de la législature : les trois semaines de congés payés, le Fonds national vieillesse, la réduction des abattements de zone.

Conventions franco-marocaine et franco-tunisienne, ramenant la paix en Tunisie et au Maroc.

Si ce bon départ s'était poursuivi nous ne connaitrions pas la situation actuelle.

La responsabilité de Guy Mollet et des députés socialistes qui l'ont suivi, comme Guyon, dans le reniement des promesses d'abord, de la démocratie ensuite, est donc claire.

BILAN DU GOUVERNEMENT DE GAULLE.

Depuis le 1er juin de Gaulle dispose de tous les pouvoirs sans avoir des comptes à rendre au Parlement.
à rendre u Parlement.

De Gaulle, qui joue à l'homme providentiel et nouveau, qui s'attribue le rôle d'arbitre au-dessus des courants politiques, assure en fait la survivance des formes gouvernementales du passé. Ses promesses adroites et suivies d'aucune réalisation, n'ont pour but que de mystifier les couches laborieuses de la Nation.

En réalité de Gaulle est l'homme des banques, des trusts, des gros propriétaires fonciers. La situation de la France s'est aggravée. Notre pays plonge dans une crise économique redoutable.

De Gaulle accroit la misère des petites gens : blocage des salaires, impôts nouveaux pour alimenter l'énorme budget de guerre (1.560 milliards en 1959, soit 234 milliards de plus qu'en 1958), augmentation du coût de la vie, mévente et baisse des produits agricoles par des importations massives. La mise en place du Marché Commun va accélérer la contraction de notre marché intérieur. Donc difficultés pour les petites entreprises et les commerçants.

Par contre, de Gaulle augmente la richesse des possédants (emprunt indexé, amnistie pour les gros fraudeurs du fisc, pas d'impôt sur le capital, etc.)

De Gaulle n'est ni l'homme de la paix ni de l'indépendence nationale (sinistre comédie de la fraternisation et de la négociation. Speidel est toujours à Fontainebleau et les troupes américaines en France).

POURQUOI CES ELECTIONS ?

Mettre en place après le vote, le 28 septembre de la Constitution autoritaire, d'un Parlement sans pouvoir et docile au sein duquel la représentation du Parti Communiste sera réduite au maximum. Cela au moyen du scrutin d'arrondissement dont Jaurès disait déjà en 1889 « qu'il était un acte de défiance envers le suffrage universel » parce qu'il est propice à toutes les combinaisons, à toutes les compromissions, ce scrutin des « mares stagnantes » qui n'a jamais assuré la stabilité gouvernementale à l'époque de la IIIe République.

Souligner l'objectif des milieux officiels, c'est aussi souligner les lourdes menaces qui pèsent sur l'avenir de la démocratie dont les forces vives sont les couches laborieuses, ainsi que sur l'avenir de l'Ecole laïque, de la culture et de la paix.

Cinq candidats en dehors du nôtre vont se disputer le siège de député dans une « fausse dispute » car au fond ils sont d'accord. Un lien les unit : l'anticommunisme qui a faussé le jeu des institutions républicaines.

Tous se placent dans le sillage du général de Gaulle. Tous acceptent le rôle obscur de soldat de deuxième classe, « le petit doigt sur la couture du pantalon ».

Qu'il s'agisse de :

BOULIN, ex-R.P.F., l'homme nouveau de Chaban-Delmas (12 fois ministre !), du complot du 13 mai, avocat zélé de l'association « Capital-Travail » si chère à Pétain dans une République autoritaire.

DUBOIS-CHALLON, « l'homme nouveau » des indépendants paysans de Pinay et Sourbet (plusieurs fois ministre de l'Agriculture !)

GUICHARD, autre « homme nouveau » aux convictions élastiques qui après de nombreuses pirouettes politiques fait figure de candidat « passe-partout ».

GUYON (plusieurs fois ministre du Budget et des impôts), un des grands responsables de la situation actuelle, gérant loyal du capitalisme jusqu'à la trahison de la République. Le voici sur la même pente que Marquet dont il reçut une magistrale claque à Libourne en 1936 alors qu'il lui reprochait ses reniements.

TAIX, candidat « hors partis et hors systèmes » animé du même objectif que les Comités de salut public quand il demande la liquidation des partis et leur remplacement par deux courants politiques animés comme en Amérique par les gros capitalistes. Que deviendrait la défense des travailleurs ? Ancien membre du parti S.F.I.O. jusqu'en 1955, le voici lui aussi bien éloigne de Jaurès et de Jules Guesde.

Le corps électoral sera certainement surpris de la disparition de la candidature de Marceau Dupuy. Cet « enfant terrible » du radicalisme en Gironde, qui en ces derniers temps avait eu une attitude courageusement républicaine, a été victime de la cuisine électorale de la dernière heure. Les vieux plâtres poussiereux du Parti radical lui ont fait payer ses positions personnelles. Il ne fallait pas qu'il y ait dans cette circonscription un candidat pour recueillir les voix des sincères républicains non communistes qui, comme nous, sont opposés au pouvoir personnel.

NOTRE PARTI ET SON PROGRAMME

Le programme de justice sociale et de salut national du Parti Communiste Français que nous vous avons fait connaitre par nos journaux et nos réunions publiques, répond aux aspirations légitimes des ouvriers, des travailleurs de l'agriculture (ouvriers agricoles, fermiers, métayers et petits exploitants) et des autres catégories de la population laborieuse de notre circonscription.

SITUATION DANS LA CIRCONSCRIPTION

La vie économique de notre circonscription se ressent des funestes conséquences de la politique gouvernementale et des lourdes cherges de guerre qui pèsent sur les prix pour les marchés extérieurs. La crise s'accentue et le chômage s'installe dans la partie industrielle de notre région, le canton de Coutras (licenciement de personnel aux Huileries de Laubardemont, réduction d'horaires chez Betts et Blanchard,chez Bonneau, à la cartonnerie Soustre où une partie de la fabrication est reportée aux usines de Brive. Même perspective chez Baudou aux Eglisottes).

Les bas salaires et les brimades frappent durement les employés des grands magasins, des chais, des industries champignonières. Bas salaires aussi pour les petits employés de l'Etat et des communes.

Rien n'a été fait pour lesouvriers agricoles qui attendent toujours la parité des salaires. leur affiliation au régime général de la Sécurité sociale et le logement indépendant du contrat de travail comme l'on demandé nos députés *Jean RIEU, Marc DUPUY et Renée REYRAUD.*

Mêmes incidences sur la vie agricole. Le mécontentement est si vif chez nos paysans que même les dirigeants réactionnaires de a C.G.A. ont dû prendre position contre la politique agricole du gouverrement (réunion paysanne de Montauban cet été. En raison des importations, les cours baissent sans profit pour les consommateurs. Les produits ne se vendent pas. Et le Marché Commun accentuera cette tendance.

Les places de consommation du vin sont pourvues de vins d'importation pour de longs mois sans avoir à acheter dans nos régions et cela jusqu'à ce que le négoce ait obtenu des cours assez bas. Ainsi les gros vinassiers réalisent des bénéfices monstrueux sur le dos de la viticulture.

Ainsi la vie de l'exploitation familiale est menacée. Après les gelées de 1956 et 1957 (au sujet de leur indemnisation J.-R. GUYON s'est opposé aux justes propositions de Jean RIEU), qui l'ont durement frappée, elle ne sera pas en mesure au moment opportun de faire face aux obligations de remboursement des prêts consentis. Alors s'accentuera la disparition de la petite exploitation au profit des gros propriétaires fonciers et colons d'Algérie.

Petits et moyens commerçants sont aussi frappés par le marasme économique,

Incidence aussi sur les travaux d'équipement qui faute de crédits suffisants vont au ralenti (eau, routes, écoles, logements, etc.) La reconstruction du pont de Sainte-Foy en instance depuis de nombreuses années en est l'illustration la plus typique dans le canton même de Guyon, cependant ancien ministre du Budget.

LE REMEDE ? Il n'est pas dans la politique que les milieux officiels nous préparent car on a beau la parer du titre de « nouvelle, hardie, sociale », elle demeurera marquée malgré tout au sceau des forces rétrogrades du passé.

Seule la formation d'un gouvernement avec la participation des forces neuves et puissantes du Parti Communiste aurait pu mener à bien cette tâche de rénovation nationale. forces démocratiques guidées par notre Parti, que se recons-

En définitive, et quoi qu'il advienne, c'est autour des

titueront les perspectives et les promesses d'un meilleur avenir.

Que toutes les couches sociales sachent que, comme toujours, notre Parti saura les défendre, comme il sera toujours présent pour la défense de la liberté, de la pensée, de la culture et de la paix.

NOTRE CANDIDAT

Notre camarade *André GAILLARD* est un instituteur, fils de modestes travailleurs qui au cours de 34 années de carrière dont 25 dans des postes difficiles à concurrence scolaire a su par sa conscience professionnelle, son dévouement exemplaire, l'attachement à nos enfants, assurer le rayonnement de l'Ecole laïque.

VOTEZ POUR

André GAILLARD

REMPLAÇANT EVENTUEL :

JEAN CHEVALLIER

Cultivateur à Eynesse

Vu : le Candidat.

S. E. P. Imprimerie Saint-Hubert, Bx.